

PUISSANCE POLITIQUE DE *La Fête au Village*



Parole politique du MRJC à l'issue des
Grandes Rurales de 2025

« faire vivre la
fête au village,
afin de répondre à
différents enjeux :
animer et dépasser
les tensions qui
existent en rural,
assurer le vivre-
ensemble des
communautés
rurales, lutter contre
l'individualisme et
la montée des idées
d'extrême-droite »

Table des matières

Avant-propos : La fête au village, une histoire du rural... et du MRJC	4
01 : Faire village avec les clivages	8
02 : (re)Créer des communautés villageoises	16
03 : Se sentir responsables	26
En conclusion	32



Avant- propos

La Fête au Village une histoire du rural... et du MRJC

Du 11 au 14 juillet 2025, le MRJC organisait Les Grandes Rurales, son rassemblement septennal à Chemillé-en-Anjou (49). Traditionnellement, le MRJC organise ce type d'événements tous les 7 ans, à mi-chemin de ses Orientations, afin de se redonner de l'élan pour mettre en œuvre son projet. Le thème choisi pour cette édition était **la fête au village**.

Le MRJC porte dans son histoire un héritage important autour de la fête. En effet, après la Seconde Guerre Mondiale, la JAC (l'ancêtre du MRJC qui a changé de nom en 1963) était connue pour organiser des **Coupes de la joie** à travers toute la France, des concours artistiques et sportifs (chants, contes, danses, olympiades...). Selon Vincent Flauraud, historien spécialiste de la JAC, plusieurs facteurs ont influencé la JAC à orienter son action vers les loisirs : d'abord le développement des bals de village à la sortie de la guerre, qui traduisait une envie de joie au village ; mais aussi le projet humaniste de la JAC visant l'épanouissement de la personne dans tous les moments de la vie, qui prend de l'ampleur à cette période. Une autre raison qui aurait motivé le développement des Coupes de la joie était l'idée selon laquelle l'exode rural serait notamment causé par le manque de

loisirs à la campagne. Aux Grandes Rurales, nous avons pu entendre le témoignage de Marcel Gobineau, membre des Compagnons de la Tourlandry, vainqueurs du Festival de la Joie, la **4e finale nationale de la Coupe de la Joie à Annecy en 1959**, en présence de 20 000 jeunes ruraux et rurales venu·es encourager leurs champions locaux.

Pour aller plus loin

Écouter « **Annecy, capitale de la jeunesse et de la joie** » (Épisode 2) dans Histoire des Festivals. Documentaire de l'émission La Fabrique de l'Histoire, France Culture.

Depuis les années 1960, des changements importants ont marqué les fêtes rurales pour diverses raisons civilisationnelles. Ce sont Nadine Cretin, historienne spécialiste des relations entre le territoire et ses usages festifs, rituels et spirituels et Marcel Humeau de l'Association du Patrimoine chemillois, qui ont décortiqué ces évolutions pour nous à l'occasion des Grandes Rurales.

L'impact de la société des loisirs

Avec la civilisation des loisirs, les citoyen·es se sont mis à sortir de plus en plus souvent de leurs villes, direction « la campagne » (par le développement notamment des transports et du tourisme). La notion de week-end s'est imposée également en rural. L'avènement de la télévision a bousculé la France entière et s'en est suivi **l'abandon de nombreuses traditions locales et familiales**, comme les veillées entre voisins, ainsi que, dans une

volonté d'uniformisation, la perte d'accents du terroir.

La baisse de l'influence religieuse dans les pratiques festives

Dans les années 1970, après le concile Vatican II (1962-1965) et sous l'influence de Mai 68, on observe une nette baisse de la sacralité : les vocations diminuent fortement et les églises se vident. **La messe dominicale disparaît en grande partie, ce qui transforme le sens du dimanche**, en ville comme à la campagne. Les processions des Rogations et de la Fête-Dieu, autrefois courantes, disparaissent presque partout, comme à Chemillé après 1966. Cependant, depuis une dizaine d'années, la pratique catholique reprend de la visibilité : les médias mettent en avant le succès du pèlerinage de Chartres — plus de 19 000 pèlerins à la Pentecôte 2025 — ainsi que le nombre croissant de baptêmes d'adultes à la vigile Pascale. Les rites, toutefois, ont changé : ils ne mettent plus en avant le saint patron de chaque commune, mais la localité elle-même et son territoire.

La fin des sociétés paysannes

Les fêtes des moissons, organisées l'été, attirent beaucoup de monde. Avec la mécanisation, elles ont changé de sens : autrefois, elles marquaient la fin du travail et rassemblaient les participants autour d'un grand repas. Aujourd'hui, fixées à une date précise — contrairement à la fête des vendanges —, elles sont devenues des spectacles mettant en valeur d'anciens outils, suscitant **la nostalgie d'un passé révolu**. Le succès de l'idée de « terroir » confirme cette nostalgie.

Prises en charge parfois par les « unions commerciales », les fêtes villageoises se sont adaptées avec l'organisation de carnivals. Les traditions s'alignent aujourd'hui sur un calendrier festif national : celles des œufs de Pâques en chocolat, du muguet du 1er mai, de la fête de la Musique le 21 juin, ou des tournées d'Halloween le 31 octobre par exemple. Survit aussi un calendrier régional, comme, dans la nuit du 30 avril au 1er Mai, la maïade en pays gascon avec la pose d'un mai, arbre en partie effeuillé et décoré. Dans diverses régions, on constate la reprise de feux de la Saint-Jean dans la nuit du 23 au 24 juin. Par ailleurs, en été, se produisent ici et là des sons et lumières qui mettent en valeur le patrimoine architectural d'une région et son histoire. Toutefois, nous

regrettons de constater l'abandon de traditions et de farces qui touchaient personnellement les habitant·es d'un village qui se connaissaient tous·tes. Ainsi en était-il pour les quêtes des enfants qui avaient lieu à différentes occasions entre l'hiver et le printemps (Noël, Nouvel An, Mardi-Gras...). De plus, nous observons un défi important autour du renouvellement générationnel des bonnes volontés qui organisent les fêtes de village, qui portent à bouts de bras les foyers ruraux et les comités des fêtes.

Sans verser dans une nostalgie mal placée qui pourrait dériver vers un fantasme d'une France éternelle, le MRJC s'est interrogé tout au long des Grandes Rurales sur la manière de faire vivre la fête au village, afin de répondre à différents enjeux : animer et dépasser les tensions qui existent en rural, assurer le vivre-ensemble des communautés rurales, lutter contre l'individualisme et la montée des idées d'extrême-droite...

Pour aller plus loin

Voir l'article de Camille Bordenet & Benjamin Keltz « **Le succès des banquets géants du Canon français ou la bataille culturelle du terroir** », Le Monde, reportage depuis Chalon-sur-Saône et Rennes, novembre 2025





01

Faire village avec les clivages



Si l'expression « **querelle de clochers** » est aussi évocatrice c'est bien parce que les territoires ruraux sont des espaces de tension et de conflits. Autrefois centrés autour de rivalités entre communes ou entre familles dans des contextes où les déplacements étaient plus contraints et les « pays » plus petits, les conflits étaient bien souvent larvés et familiaux. Les territoires ruraux ont depuis évolué : les distances se sont réduites et les échelles ont changé. À la suite des élections législatives de 2024 et la poussée de l'extrême-droite dans les territoires ruraux, les conflits se sont encore davantage cristallisés autour de dynamiques nationales et d'affinités réelles ou supposées avec le Rassemblement National. Depuis, chaque conflit sur un territoire (projet d'éoliennes, chasse, construction de logements sociaux...) réorganise les avis en deux camps : les « fachos » d'un côté, les « gauchistes » de l'autre. Est-ce utopique dans ce contexte de vouloir davantage qu'une cohabitation avec ses voisins, et de vouloir construire des choses ensemble ?

Animer les conflits pour nourrir le pouvoir d'agir local

L'urgence climatique et les conflits géopolitiques exacerbent aujourd'hui le besoin d'accélérer la transition énergétique de notre société pour mettre fin aux énergies fossiles. Au-delà de la réduction des consommations, il s'agit de **produire localement l'énergie dont nous avons besoin**. Cela implique nécessairement d'accueillir des infrastructures de production

d'énergie qui présentent des impacts en local (environnement, paysage, économie...). Ces nouveaux projets sont alors les témoins de notre responsabilité collective : **ils visibilisent nos dépendances**.

Visites de fermes

Le programme des Grandes Rurales proposait la visite de plusieurs fermes du territoire, l'occasion de faire voir aux festivalier·es l'origine de ce qu'ils et elles ont eu dans leurs assiettes. L'agriculture, et plus généralement l'usage et le partage des terres est un sujet de tension en rural. Cohabiter sur un même territoire, avec des enjeux individuels, des besoins et des visions différentes peut provoquer des conflits. Réussir à se mettre d'accord sur une utilisation et un partage des espaces qui conviennent aux différents usager·es nécessite de s'intéresser aux autres, d'avoir des espaces pour se rencontrer et construire un dialogue afin de prendre en compte les positions et besoins de chacun·es, et parfois de faire des compromis. Les visites de fermes permettent de comprendre les enjeux et besoins des agriculteur·ices.

D'un côté la démocratie est historiquement malmenée sur les questions énergétiques en France (imposition du nucléaire, absence de débat sur les choix énergétiques...), d'un autre le développement des nouveaux moyens de productions est



laissé depuis plus de 20 ans au secteur privé, accentuant le sentiment d'injustice chez bon nombres d'habitant·es. Ainsi, partout en France, des oppositions s'expriment face à ces projets autour desquels la **concertation est rarement une priorité pour les entreprises privées qui les développent**. À certains endroits, ce sont les citoyens eux-mêmes qui se retroussent les manches et essaient de développer ces projets.

C'est ce dont sont venus nous parler Valérien Poyau, chargé de mission Énergie chez France Nature Environnement Pays de la Loire et Anne Uzureau, élue à Chalonnes-sur-Loire. L'un comme l'autre sont confronté·es aux réticences qui se manifestent lors des débats autour des projets en territoire rural. Les résistances qui peuvent se jouer autour de projets sont très souvent caricaturées : on utilise l'expression péjorative de NIMBY (not in my backyard – pas dans

mon jardin) pour désigner l'attitude qui consiste à approuver le principe d'un projet pourvu qu'il se fasse ailleurs qu'à proximité de son lieu de résidence. Ces projets viennent souvent **catalyser des sentiments d'injustice chez les habitant·es des territoires concernés** : quelle est la légitimité du porteur de projet ? Qui va profiter de l'implantation du projet ? Qui va en subir les désagréments ? Quel est le processus décisionnel qui conduit au projet et au choix de son emplacement ? Le développement d'énergie renouvelable est-il bien fondé ? Les ruraux vont-ils subir les projets pour alimenter les voitures électriques des urbains ?

Face à ces interrogations légitimes, des collectivités et des associations s'emparent du sujet pour développer le dialogue sur la transition énergétique et garantir la maîtrise locale des projets. Dans une logique d'éducation populaire, ils agissent pour reprendre du pouvoir

sur l'énergie, **s'assurer que les projets sont élaborés avec les habitant·es et sont avant tout au service de leur territoire d'implantation**. L'implication des habitant·es dans la compréhension des systèmes énergétiques, dans les choix d'implantation des projets, puis d'usage des bénéfices produits permet de redonner du sens à cette transition qui semble parfois imposée depuis Paris.

Se partager l'espace rural

La question de la concertation sur l'implantation recroise celle de l'utilisation des espaces dans les activités économiques et de loisirs en rural. Deux exemples de sujets de tension en lien sont **l'agriculture et la chasse**.

En France, on estime que les agriculteurs représentent 6% environ de la population active vivant en milieu rural, et les chasseurs 4% de la population rurale. Pourtant, les tensions associées à ces sujets sont particulièrement visibles dans l'espace médiatique. La chasse en particulier visibilise un conflit pour/contre particulièrement clivés. Défenseur des droits des animaux vs. "premiers écologistes de France", promeneurs dominicaux vs. dangers publics, chacun revendique son droit à la forêt et à l'activité en plein air. La question de la régulation de gibiers nuisibles pour les productions agricoles s'oppose alors à celle de la chasse comme moyen de porter une arme à feu sans questionnement et de massacrer des animaux pour le plaisir. A noter que ce clivage souvent présenté comme celui entre les urbains et les ruraux passe sous silence que la majorité des chasseurs sont en fait urbains.

De plus, **l'urbanisation du loisir de la chasse entraîne également son embourgeoisement**. En effet, le passage de la « petite chasse » à la « chasse-gestion » dans les années 1990-2000 a conduit à l'adoption de normes bourgeoises et à la stigmatisation des pratiques populaires.

Pour aller plus loin

+ voir l'article « **La chasse représente-t-elle vraiment la ruralité ?** » d'Emma Conquet pour Frustration Magazine

+ voir l'article « **Le sanglier dans la lutte des chasses** » de Benoît Coquard pour les Actes de la recherche en sciences sociales

Dans un entretien de 2022, Thierry Coste, lobbyiste pour le compte de la FNSEA et de la Fédération Nationale des Chasseurs, reconnaît : « l'idée que défendre la chasse revient à défendre la ruralité dans son ensemble est une idée fallacieuse mais que nous avons réussi à installer ». La question de l'usage des territoires comme celui d'un loisir mettant potentiellement en danger les habitants du territoire est alors aussi à prendre en compte. Dans certaines communes, **le partage de la forêt en établissant une rotation bien définie sur les zones de chasse le week-end** a permis de trouver un terrain d'entente entre les différents partis. Le travail demandé sur cette question a nécessité de la volonté et du courage politique mais aussi celle que chaque habitant·e puissent se sentir entendu·e et reconnu·e sur son territoire.

Le Carnaval

Issu des fêtes païennes, le carnaval est une fête du peuple où l'on se déguise et se rassemble pour partager un moment d'allégresse, de transgression des normes sociales.

Le Carnaval restera un des principaux temps forts des grandes rurales. Ce sont près de 1200 personnes et 8 chars qui ont déambulé dans les rues de Chemillé. Le cortège de départ s'est agrandi tout au long du parcours, rejoint par des habitant·es, intrigué·es par cette manifestation de joie haute en couleur et en musique.

Déambuler joyeusement au rythme de la musique dans les rues avec d'autres, dans la peau d'un personnage permet de laisser de côté les désaccords et apriori le temps d'une après-midi pour créer des liens entre riverain·es. Ces liens sont nécessaires pour passer au-delà des conflits et réussir à faire village.

Accueillir l'autre

Epouvantail de l'extrême-droite, la question de l'immigration est probablement devenue le sujet le plus clivant, alimenté par des idées racistes et xénophobes dont l'expression devient de plus en plus décomplexée. Lors de l'atelier « Tensions et cohabitation : l'immigration dans les territoires ruraux », les intervenant·es ont pu aborder **l'accueil des migrant·es exilé·es en rural**. Le sujet s'est imposé en particulier à partir de 2015, mis en évidence par l'appel de François Hollande aux Maires de France. Depuis, ce sujet a été pris en considération de

manières inégales selon les territoires et les municipalités. Certaines communes ont pu mettre en œuvre des centres d'accueil sur leurs territoires, s'opposant à des réactions parfois mitigées et parfois franchement hostile et dangereuse comme à Saint-Brévin en 2022.

Là où les municipalités ne se sont pas positionnées, des collectifs d'habitants se sont aussi organisés pour accompagner les migrant·es sur leurs territoires de façon diverses : scolaire, administratif, médical, logement, sociabilité... De ces bénévoles ressort souvent la problématique de la mobilité. Celle-ci devient parfois le bon prétexte derrière lequel se cache les opposant·es de projet d'accueil en rural, que ceux-ci concernent des structures sociales ou d'accueil de migrant·es. La question de la difficulté d'accès aux services depuis le centre par les usager·e·s de ces structures est érigée en bouclier de l'installation, alors que la problématique soulevée concerne tous·tes les habitant·es d'un territoire et qu'y remédier profiterait à chacun·e. Alors que les politiques nationales d'accueil sont désossées et que la situation n'est pas prête de s'arranger, la question de **comment s'organiser collectivement pour pouvoir accueillir les personnes exilées dignement** se fait plus pressante que jamais.



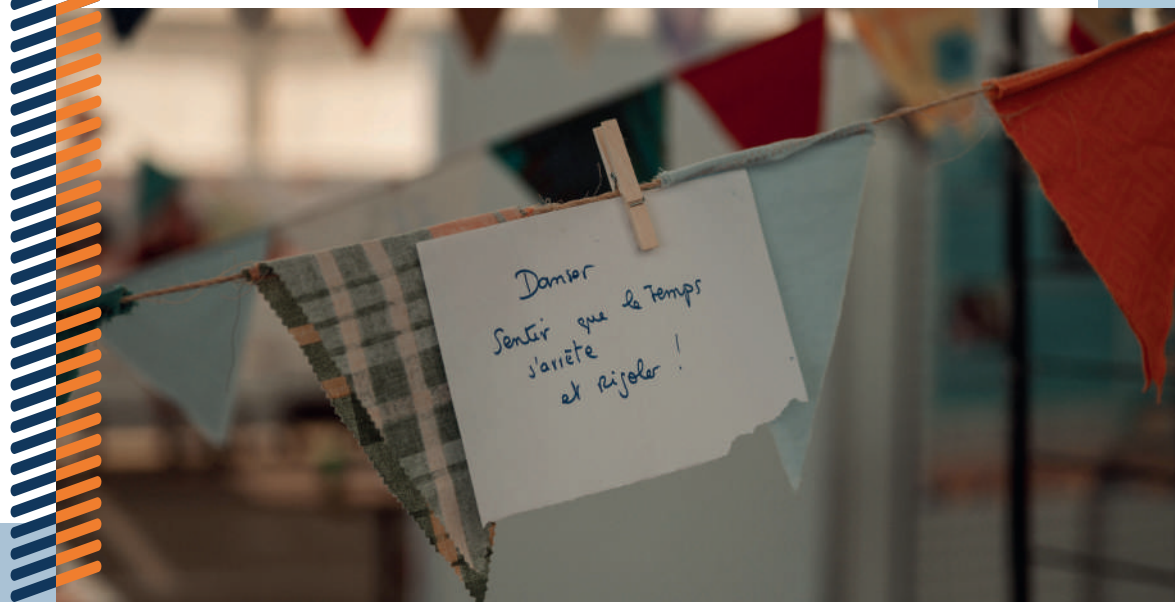
Organiser des fêtes qui rassemblent

À quoi pensez-vous quand on vous parle de fête de village ? Selon nos intervenant·es, d'abord à la **nourriture**, qui en devient presque le prétexte : il suffit de regarder les célébrations locales dans les Mauges pour s'en convaincre, entre la fête de la langue de bœuf, du boudin, de la côte de bœuf, des rillauds ou encore des pâtés aux prunes. Derrière ces événements gourmands se joue un véritable enjeu collectif : celui de rassembler largement, de mobiliser l'ensemble du village et toutes ses communautés. On accorde ainsi une importance particulière à la participation, à la présence du plus grand nombre, afin que la fête prenne toute son ampleur.

Les espaces de fêtes en local sont, dans certains territoires où les fêtes à destination des adolescent·es existaient encore, des opportunités de maintenir des liens d'amitié avec des ami·es

d'enfance alors même que le système scolaire opère très tôt une séparation entre ceux qui s'orientent vers des filières générales et ceux qui entrent en filières professionnelles. Le **bal** devient alors le lieu privilégié où tous peuvent à nouveau se retrouver.

La fête c'est aussi et surtout la **musique**. Lumir Lapray, activiste et autrice de Ces gens-là, a passé sept mois aux États-Unis dans les Appalaches pour enquêter sur le vote trumpiste. Là-bas, dans les bars installés dans des Algecos, de jeunes habitant·es du coin jouent de la guitare et chantent de la country, un genre qui porte en lui une dimension politique en évoquant les conditions de vie des populations blanches pauvres, le travail à la mine ou encore la crise des addictions aux États-Unis. En France, malgré l'existence de lieux de sociabilité comme les PMU, la musique y est quasiment absente. Pourtant, la Fête de la musique demeure l'un des grands rendez-vous annuels dans les préfectures et les bourgs, où la musique reprend soudain toute sa place.





ZOOM SUR... le genre

Nos villages et bourgs de campagne sont bien traversés par des tensions, des clivages, qui s'adosent à des imaginaires politiques et des systèmes de valeurs qui semblent insurmontables. Pourtant, il nous semble indispensable de réaffirmer que nous pouvons vivre

autrement en collectif sur nos territoires. Lors de la plénière introductive sur les clivages, Denis Vallance nous parlait de cette fonction de **liant** de l'élue municipal·e, d'autant plus légitime à aller à la rencontre de chacun·e pour les inviter à contribuer à la vie de la cité.



En 2018, le MRJC lançait « **Unique en mon genre** » une série de vidéos allant à la rencontre de militant·es du mouvement pour les interroger sur leur rapport au genre et à la sexualité. Sept ans plus tard, il nous a paru essentiel de lier ce sujet à celui des clivages et de la convivialité dans les territoires ruraux. Cette réflexion a abouti sur une proposition de 2 ateliers en lien avec le sujet, dont un en non-mixité d'âge à destination des mineur·es.

Ce premier atelier a permis des échanges entre deux militant·e·s ayant participé aux vidéos de 2018 et des jeunes venu·es notamment avec les camps. Lors du tournage des vidéos, les intervenant·es étaient en questionnement sur leurs rapports à ces sujets, il s'agissait alors d'une période où la parole sur ces questions semblaient émergente auprès du grand public. Depuis, la montée des idées d'extrême-droite rend à nouveau le contexte plus périlleux pour tout ce qui sort de la norme, comme la **non-binarité** ou la **transidentité**.

Le second atelier ouvrait la conversation sur la **place des femmes dans les territoires ruraux**, intrinsèquement liées aux ressources à leurs dispositions. Les femmes sont sujettes à des injonctions sexistes directement liées à leur statut marital et familial, auquel s'ajoute un avantage social associé à la maternité. L'interconnaissance forte du milieu est aussi pesante pour les jeunes femmes dont les relations vont être spécifiquement scrutées. A contre-pied de ces injonctions, des groupes en mixité-choisie se créent sur les territoires pour répondre à des besoins d'échanges et de formations protégés des stéréotypes sexistes. C'est notamment le cas de groupes d'entraide et d'auto-formation dans l'agriculture, une profession souvent considérée comme masculine, en particulier pour les travaux lourds. Les hommes sont aussi invités à participer à cette réflexion autour du patriarcat et comment ils en sont affectés, par exemple lors de groupes de paroles dédiés.

02

(re) Créer des communautés villageoises

Ça veut dire quoi "appartenir à un territoire" ?

Dans son ouvrage *Se tenir quelque part sur la Terre*, Joëlle Zask demande : « n'y aurait-il pas un grand avantage à découpler le plaisir des lieux qui nous animent de toute idée d'appropriation, donc de territorialité ou encore de souveraineté ? », avec cette idée que les lieux qui nous sont chers « font partie de nous » mais ne nous appartiennent pas, quand bien même on y soit né·e.

Lors de l'atelier des Grandes Rurales intitulé *Rester, Partir, Revenir : sommes-nous toutes le néorural de quelqu'un ?*, Juliette Rousseau (autrice de *La Vie têtue* et *Péquenaude*) a pointé **les implicites dont le terme "néorural" est pétri** : les clichés qu'on y associe montrent que dans l'imaginaire collectif, il s'agit de CSP+, de gauche, à fort capital culturel, qui viennent dérober ce qui reste aux gens qui ne sont jamais partis. Cela pose une question : « qu'est-ce que cela ignore, qui reste dans l'ombre ? » Souvent les personnes précaires, avec peu de moyens, monoparentales pour beaucoup et/ou issues de l'immigration. Cela invisibilise aussi les personnes qui sont restées parce qu'elles n'ont pas pu bouger, ainsi que les mobilités internes, ceux qui ont beaucoup bougé au sein du territoire pendant les vagues d'exode rural. D'autre part cela sous-entend que quand ce sont des personnes blanches avec des papiers qui bougent, on parle de mobilité et non d'immigration. Juliette Rousseau a également nommé le soulagement

des locaux·ales engagé·es de voir arriver des personnes militantes sur les enjeux de solidarité, de féminisme, d'antiracisme... Sans gommer les enjeux de classisme à prendre en compte et travailler sérieusement, Juliette conclue ainsi : « nous avons besoin de **tenir des solidarités territoriales qui recouvrent d'autres enjeux que le seul rôle productif d'un territoire**. C'est une responsabilité collective, où qu'on soit et encore plus quand on est sur place. Il faut dire et répéter qu'il y a des choses qui n'ont jamais été acceptables (la xénophobie, le patriarcat, l'homophobie...) et que ça ne vient pas de la ville que de tenir cette ligne ! ».

Même si nous avons réaffirmé tout au long des Grandes Rurales l'enjeu de se tranquilliser quant à l'objectif de rassembler le plus largement possible aux fêtes de village en acceptant l'idée que nous **n'aurons jamais « tout le monde »**, nous nous sommes attelés à nous donner des grilles de lecture des rapports sociaux que nous reproduisons ou non selon qui nous rejoignons. Fort·es de l'idée de Benoit Feunteun (directeur du Centre social du Chemillois et « gamin du coin ») selon laquelle une fête réussie c'est une fête qui rassemble **« des punks et des beaufs »**, nous nous sommes demandé **qui étaient les grand·es absent·es des fêtes de village**. Il apparaît quand on fait du porte-à-porte que les personnes qu'on ne voit pas aux fêtes de village sont souvent des personnes en situation de précarité, en **chômage de longue durée**, et qui ont l'impression de **porter un stigmate**, une honte sociale, qui les coupe des espaces collectifs. De même, nous avons parlé précédemment



des néoruraux, et nous ne pouvons que constater qu'en rural, une **légitimité du temps** (être quelqu'un du cru) confère souvent à une forme de **légitimité du sang**. Si l'on rappelle systématiquement aux gens qu'ils ne sont pas de là, qu'on leur fait entendre qu'ils ne sont de fait pas légitimes, si on ne les prend pas en compte dans ce qu'on organise pour la fête (ex : ne jamais prévoir d'alternative à la viande de porc). La lutte contre l'extrême-droite, c'est aussi travailler à essayer de **changer les formes de sociabilité, ringardiser les pratiques excluantes**, accompagner à prendre acte que la campagne qu'on raconte n'est pas celle qu'on vit aujourd'hui, et donc, par ces enjeux de fête au village, penser les absences.

Pour penser les absences, on peut aussi penser le **manque**. Nous ramenions en introduction la manière dont la déchristianisation de la société tout au

long du XX^e siècle a conduit à des églises désertes les dimanche matin. La messe n'est plus un rendez-vous structurant de la vie en rural, on ne retrouve pas ses voisin·es et les habitant·es du territoire à l'église ou ailleurs. Nous n'avons aucune intention d'être nostalgiques d'une époque où la messe avait une notion d'obligation, nous défendons au MRJC l'importance de vivre une spiritualité en collectif mais en aucun cas nous ne souhaitons imposer une pratique religieuse à la société. Nous pouvons cependant nous demander : par quoi remplacer ce lieu de rencontre ? Et par quoi remplacer ce moment de spiritualité qui nous permet un temps d'intériorité, mu par d'autres préoccupations que celles de notre société de consommation ? En France, la laïcité est gravement dévoyée, d'une part pour reléguer le spirituel et le religieux à la sphère de l'intime, ne pouvant prendre place que derrière portes closes, d'autre part dans une logique d'exclusion et de

discrimination des musulman·es. Pour résister à ces tendances, on peut imaginer des initiatives qui viendraient penser le **besoin de rites, le besoin de spiritualité et le besoin de liens inter-religieux**. Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, entre 2 500 et 5 000 églises risquent d'être abandonnées, vendues ou détruites d'ici à 2030. **Quelles perspectives pour des lieux de culte à partager ?**



Intergénérationnel : un enjeu pour le vivre-ensemble en rural

En tant que mouvement de jeunesse, où personne n'est en responsabilité au-delà de 30 ans, la question de l'intergénérationnel est parfois épineuse. Pourtant, si nous voulons garantir une non-mixité d'âge pour des enjeux politiques d'éducation populaire, nous nous sentons néanmoins responsables des enjeux de renouvellement générationnel et du soin de nos aîné·es.

Un quart des Français se déclarent bénévoles en 2021 selon l'INJEP, soit les deux tiers des individus qui participent aux activités d'une association d'une manière ou d'une autre. Lors de la table-ronde *Il ne se passe jamais rien ici, vraiment ?*,

ZOOM SUR... la place de l'alcool dans la fête

Dans les associations d'idées fréquentes, « **alcool** » n'est jamais bien loin de « **fête** » et c'est pourquoi le COOL n'a pas tardé à s'emparer de la question. « Quelle place pour l'alcool sur le site des Grandes Rurales ? Faut-il organiser une soirée sans vente d'alcool sur le site ? Serait-il suffisant de faire de la prévention ? » Derrière ces questions on trouve **plusieurs enjeux** : la gestion de personnes en état d'ébriété qui peuvent mettre en insécurité les autres festivalier·es, l'inclusion de chacun·e dans la fête, la perte de recettes potentielles, l'envie de valoriser du patrimoine local (ici le vin d'Anjou). La commission créée

pour l'occasion s'est posé toutes ces questions et a finalement opté pour le choix d'une prévention importante sur le site : affichages, distribution d'eau pendant les soirées, vente de boissons sans alcool de toutes sortes.

Ces questions ont aussi pu être reprises avec les participant·es lors d'un atelier proposé le samedi matin, qui a rassemblé une quarantaine de participant·es, de 15 à 60 ans. Les échanges ont pu mettre en évidence les différentes perceptions de l'alcool au sein des générations et l'importance de garder **un espace ouvert pour en discuter ensemble**.

Messe

Une messe inter-mouvements (MRJC, ACE, CMR, CCFD-Terre solidaire, Paroisse de Notre-Dame-du-Chemillois) a été célébrée le dimanche des Grandes Rurales en l'église Notre-Dame-la-Neuve. Sous le signe de la fête, la messe a rassemblé plus de 600 personnes (paroissien·nes et festivalier·es, jeunes du MRJC, famille et ancien·nes du Mouvement). Ce moment de rite a créé une communion entre une diversité de personnes par l'eucharistie, les chants mais également par un moment de partage à partir des lectures et de l'Évangile. Un moment fort et ressourçant.

Cyril Cibert, président des Maires Ruraux de la Vienne, dressait le portrait-robot des bénévoles associatifs aujourd'hui : souvent les mêmes (on note que les plus diplômé·es sont surreprésenté·es parmi les bénévoles), présent·es dans plusieurs assos en même temps, engagé·es depuis de nombreuses années, avec le problème de la pyramide des âges (**les plus de 65 ans se déclarent le plus souvent bénévoles**). Cyril Cibert note que ces profils ont longtemps vu d'un mauvais œil l'arrivée de nouvelles personnes, mais aujourd'hui le renouvellement générationnel dans les associations est devenu un enjeu majeur, d'autant qu'une association qui disparaît en rural c'est souvent le seul lien social qui disparaît. Au MRJC, nous défendons que l'associatif ce

n'est pas un « truc de vieux » même si nous convenons que ça peut sembler compliqué et faire peur. C'est pourquoi nous prenons au sérieux notre rôle d'accompagnement et de formation des jeunes à la vie associative. Nous savons qu'après le MRJC, s'investir dans des associations et trouver sa place en tant que jeune n'est jamais aisé. Nous avons été nombreux·ses à faire l'expérience désagréable d'être « remis à notre place » par des personnes plus âgées qui souhaitaient garder le contrôle de « leur » association tout en regrettant publiquement que « les jeunes ne s'engagent plus aujourd'hui ». Nous continuons de marteler l'enjeu de savoir laisser sa place, ce que le MRJC nous apprend avec l'impondérable des mandats de 3 ans, mais nous saluons aussi le travail bénévole de nos ainé·es, qui portent à bouts de bras les foyers ruraux et comités des fêtes des villages. Plutôt que de chercher à re-créer à tout prix notre propre espace, notre propre collectif, nous devons aussi **apprendre à les rejoindre et faire avec elleux**.

En 2024, lors d'un événement du MRJC, Geneviève Pruvost, autrice de La subsistance au quotidien, nous intimait l'enjeu d'interroger urgemment les ancien·nes de nos villages, **seul·es**



ZOOM SUR... la place des femmes dans l'animation du rural, selon Sophie Orange

Sophie Orange est l'autrice, avec Fanny Renard, de l'ouvrage Des femmes qui tiennent la campagne, qui porte sur ces femmes rurales qui, face au retrait de l'État social, assurent les services essentiels (petite enfance, enfance, grand âge, administration locale) et animent les territoires. Si on note de nombreux travaux de sociologues sur la ruralité, ils portent généralement sur les hommes (on pense au café, au PMU, au stade de foot... des espaces masculins où les femmes attendent et dépendent de la sociabilité des hommes). Or, il y a beaucoup d'institutions féminines : les écoles, avec les parents d'élève qui sont majoritairement des femmes, les EHPAD, les salons de coiffure, les salons d'esthétique, les assistantes maternelles...

Ces espaces ne prennent pas la forme ou le label de « pratiques de convivialité » mais portent de fait le lien social comme lieux de rencontre et de diffusion de l'information. Les femmes y portent

des compétences acquises dans les formations du soin et du service à la personne. Avec le retrait de l'État social et des services publics, elles prennent également en charge des activités laissées de côté (la bibliothèque municipale gérée bénévolement, la cérémonie du 11 novembre devant le monument aux morts...). Ces actions sont rarement pensées comme un engagement, plutôt comme de l'ordinaire pour la collectivité. Il y a l'engagement non-labélisé, dans les services et soins à la personne, avec une porosité entre la relation marchande et la relation affective. Parfois la personne âgée appelle le soir ou le week-end, et les femmes répondent. Leur engagement professionnel déborde ainsi et devient un engagement bénévole qui ne se dit pas et ne se voit pas. Elles se sentent prises dans une relation de loyauté. Or, cet engagement ne bénéficie pas de reconnaissance (ni valorisation financière ni valorisation symbolique) ce qui use ces jeunes femmes.

témoins encore vivant·es de ce qu'étaient les sociétés paysannes aujourd'hui disparues. Pour Geneviève Pruvost, ces témoignages sont une nécessité politique afin de penser des alternatives rurales et d'en saisir les conditions de possibilité. De même, nous pensons qu'il est essentiel, alors que le néolibéralisme forcené a mis à genoux l'hôpital public et la santé plus généralement, conséquences dont les espaces ruraux souffrent plus durement encore que les villes, de défendre des modèles solidaires (santé, retraite, Sécu...).

Mouvement de jeunes, nous sommes peu nombreux·ses à être confronté·es à ces problématiques, qui peuvent vite passer à la trappe de nos préoccupations d'existence. Pourtant il est plus urgent que jamais de nous demander ce **que fait la société des corps pas ou plus utiles au capitalisme** (enfants, vieillards, personnes en situation de handicap...). Dans une logique de démarchandisation du soin et de l'entraide, il s'agit aussi de nous demander la part que nous devons prendre dans le soin de ces personnes.

De l'importance de l'entraide pour casser les mécanismes de l'individualisme

Nous observons que le **vote pour le RN monte chez les gens qui sont convaincus que c'est « chacun pour soi »**, que les autres sont des ennemis, que la vie est un jeu à sommes négatives. Si mon voisin gagne, alors je perds. La solution réside donc dans le fait de **retrouver une conscience de classe**, ou tout du moins de groupe, se rendre compte que nous sommes plus fort·es ensemble, et cela passe par le plaisir d'être ensemble, la fête étant un vecteur très fort de ce sentiment. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité porter notre attention sur ces fêtes de village, ces lieux si particuliers où parfois au même moment, un jeune est en train de servir avec l'adjoint au maire, qui est en train de servir avec le garagiste, qui est en train de servir avec le policier municipal mais à ce moment-là, tout le monde est bénévole. Nous pensons que c'est fondamental dans la **création des communautés villageoises** du coin.

Force est de constater également que nous passons de moins en moins

de temps tous·tes ensemble. Il nous semble exister une différence presque hypocrite entre le discours que nous avons sur nous-mêmes en rural « on est un village solidaire, ici, on connaît ses voisins, on se file des coups de mains », une sorte de **fantasme de communauté où règne l'entraide, et la réalité où l'individualisme a pris toute la place**.

Beaucoup des services que nous nous rendions auparavant ont d'ailleurs été marchandisés. De même, Benoit Coquard fait état dans ses travaux de la **concentration des sociabilités des jeunes sur le foyer** : on a impliqué beaucoup d'argent et de temps pour retaper la maison individuelle, on préfère donc organiser les fêtes « à la maison », avec la « bande de potes » et moins avec les voisin·es. Nous demeurons pourtant persuadé·es que beaucoup de gens ont envie de faire des choses dans des lieux ouverts, pour peu qu'on les accueille et qu'on leur propose, et pour peu qu'ils soient **valorisé·es** quand iels le font. Il faut trouver le bon prétexte qui fait qu'un soir après le travail, la perspective d'aller dans la rue avec les voisin·es est plus enthousiasmante que celle de regarder Netflix. Sur les **ronds-points pendant les Gilets Jaunes**, beaucoup disaient venir car iels en avaient marre d'être « tous seuls » chez elleux.

Les Appalaches où était Lumir sont des montagnes très reculées, avec un Etat complètement défaillant et une misère sociale difficilement concevable, mais elle témoigne qu'il y existe une véritable **entraide**, une vraie **solidarité**. A Wheeling en Virginie-Occidentale, les habitant·es ont créé un groupe WhatsApp de la ville, qui compte 250 personnes et qui fait office d'espace d'échanges et de solidarité : plus besoin de garagistes, on se donne

des coups de main pour la réparation des voitures, plus besoin de payer pour des nourrices puisque tout le monde garde les enfants des un·es des autres, une cuisine communautaire est en cours de création... En juin 2025, d'énormes inondations, causées par des pluies orageuses torrentielles, ont tué 8 personnes et endommagé toutes les infrastructures. Ne pouvant pas compter sur l'Etat, les habitant·es se sont mobilisé·es via ce canal Whatsapp et en 8 jours toutes les maisons inondées avaient été nettoyées. Le concept d'entraide, théorisé par le communiste libertaire et scientifique Pierre Kropotkine, est nommé par l'activiste trans Dean Spade comme manquant terriblement à la culture d'organisation et d'action de la gauche contemporaine.

Transmission de savoir-faire

La vie de village est mise en lumière par les nombreux savoir-faire des habitant·es, et cela se transmet de génération en génération. Vannerie, sérigraphie, linogravure, couture, collage, tissage, maroquinerie, fabrication du pain : autant de savoir-faire et de travail manuel qui ont été découverts par les participant·es aux ateliers des Grandes Rurales.

Dans les villages, des espaces existent pour transmettre, apprendre, expérimenter et le Fab Lab en est l'exemple au Centre social de Chemillé. Après une visite, les festivalier·es ont pu expérimenter l'utilisation des machines.

Pour aller plus loin

voir Benoit Coquard, « **Nos volets transparents, les potes, le couple et les sociabilités populaires au foyer** »



Soirées festives

Les concerts ont été des grands moments pour faire vivre la fête. Les groupes de folk Bargainatt et Le Mange Bal ont réuni sur la piste de danse près de 1500 personnes. Les groupes Pure, Braise, D-Frak et Amour Super se sont succédés sur scène le dimanche soir. Chaque soirée se terminait par un DJ Set où des amateur·ices ont pu s'emparer de la scène.

Pour lui, « **l'entraide [mutual aid] met en évidence les défaillances du système actuel et propose une alternative. Elle renforce la confiance dans le pouvoir du peuple et lutte contre les effets démobilisateurs de l'individualisme et de l'apathie induite par le désespoir.** »

Lors des Grandes Rurales, nous avions pensé un atelier sur la question des enterrements. En effet, ces moments de prime abord douloureux ont tendance en rural à rassembler la communauté locale dans son ensemble, dépassant

la seule question des cercles familiaux, professionnels et amicaux. Lorsque le vieux monsieur du village décède, tout le monde se rend à l'enterrement, et le pot qui se tient souvent ensuite est un espace de convivialité et de rencontre. Nous avons commencé par poser un constat : le secteur marchand s'est engouffré dans des services que l'on a délaissés, et on a délaissé le secteur de la mort. Tant qu'on ne voudra pas que la cité se réapproprie la question du funéraire ou de la mort, il y aura toujours cette dimension marchande. Chacun·e peut montrer que la mort a le droit de cité, que nous faisons communauté autour de nos défunt·es. La notion du collectif est essentielle, le deuil est quelque chose qui se vit intimement mais se commence collectivement. On a beaucoup oublié les gestes et les rituels, alors qu'ils permettent de construire collectivement, de traverser ensemble différentes portes, de réunir une communauté, de prendre soin. Pour organiser une fête et qu'elle soit réussie, on s'organise à plusieurs, chacun·e prend sa part dans le faire : comment devient-on ceux qui font dans le cadre des enterrements ?



Pour aller plus loin

Voir l'enquête de Brianne Huguierre-Cousin et Matthieu Slisse : **Les Charognards, Pompes funèbres : enquête sur le business de la mort**, éditions du Seuil et l'ouvrage de la Coopérative funéraire de Rennes, intervenante aux Grandes Rurales : **Nos mort·es méritent mieux**



« *L'empathie ce n'est pas regarder quelqu'un au fond d'un trou et lui dire qu'on a mal pour lui / elle, l'empathie c'est aider la personne qui est dans le trou, c'est ce qui pousse à l'action, c'est aider les vivants* »

(citation issue de l'atelier sur les enterrements)



03

Se sentir responsables

Il est devenu difficile de distinguer le citoyen du consommateur, d'autant que le champ lexical pour désigner les citoyen·nes s'est étendu jusqu'à rapprocher dangereusement le premier du second (usager·es, client·es...). On parle même aujourd'hui de « **citoyens-consommateurs** », expression qui nous hérisse le poil. La poursuite de **l'intérêt individuel et la satisfaction des préférences** guidant le comportement du consommateur sont alors détachées de la pluralité des valeurs ancrées dans une communauté politique, à partir desquelles se construit l'intérêt collectif. C'est un phénomène qu'il nous a été donné d'observer lors de la table-ronde *Qui veut la peau des élu·es locaux ?* qui réunissait des élu·es municipaux de différents coins de France et Luc Chatel, auteur du livre *Qui veut la peau des maires de France ?* Dans son ouvrage, il fait état du nombre croissant d'agressions - physiques ou verbales - que subissent les maires de France, liées à des sujets de tensions très spécifiques (permis de construire, feu dans le jardin, place de parking...). Il apparaît que les citoyen·nes **perçoivent de plus en plus les élu·es locaux comme des prestataires de services**, attendant d'elles et eux qu'iels répondent à leurs attentes individuelles. Parallèlement, depuis une quinzaine d'années, **les municipalités ont perdu en compétences ainsi qu'en indépendance financière**. La constitution d'EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) est un exemple de cette perte de compétences. Ces arbitrages se sont faits sans véritable consultation, et sont dans le sillage de la suppression des corps intermédiaires.

Pour Denis Vallance, maire en Lorraine

et ancien du MRJC, pour que le citoyen ne soit plus consommateur il faut

La place des artistes dans la fête au village

La fête au village est avant tout l'occasion pour beaucoup de communes de mettre en avant les artistes, artisans, associations du village. Les Grandes Rurales ont été le terrain d'expérimentation, de transmission artistique et de représentation pour des associations et artistes du territoire.

Les Grandes Rurales ont débuté sous les applaudissements d'artistes amateurs le vendredi soir avec comme première soirée la Séance de Variété (typique des traditions des Mayes). Cette soirée permettant à des artistes du territoire de proposer des petits numéros a conquis le public aussi bien par ses messages engagés que par ses talents !

Parmi les propositions de la programmation, six spectacles ont été proposés (Le Chou, Chemin Faisant, Métamorphoses de Jean-Claude, Chanter comme il faut, La Guerre du Rumex, En liberté), allant du théâtre au cirque en passant par le chant, pour tous les âges et publics.

La transmission artistique ne se fait pas uniquement en étant spectateur·ices mais aussi acteur·ices ! Une diversité d'ateliers ont permis aux festivalier·es de découvrir des disciplines artistiques et culturelles : cirque, chorale, tatouage, maquillage de carnaval, make up drag, yoga du rire, clown. Des associations de Chemillé-en-Anjou ont pu initier à la danse country et la danse folk.



L'animation

« Nous sommes un mouvement d'animateur·ices. Animer, c'est donner vie et faire vivre une idée, un projet, un groupe, un lieu. Bien au-delà du mouvement, nous animons, dans tous les espaces de la société, dans nos territoires ruraux, et à différentes échelles. » Comme affirmé dans son projet éducatif, l'animation est la base de toute activité au MRJC, qu'elle soit organisée ou spontanée.

Pour les Grandes Rurales, de nombreuses personnes ont eu l'occasion de porter leur casquette d'animateur·ices : les équipes d'animation des jeunes en camps bien sûr, mais aussi les animateur·ices des ateliers, des tables rondes, de la vie quotidienne, des réunions bénévoles ou encore de certains temps du programme. C'était le cas du loto-bourse, de la réplique du jeu des 1000€, du concours de DJ Set, du temps de relecture et de quelques autres. L'animation est aussi arrivée de façon spontanée, de nombreuses fois, dans tous les espaces : distraire celles et ceux qui font la queue pour les repas, meubler une attente pendant une plénière, lancer un grand jeu ou encore faire ranger plusieurs centaines de chaises par les festivalier·es à 3h du matin.

Une partie reste moins visible, il s'agit de la mise en mouvement de tout un collectif pendant les deux ans de préparation des grandes rurales. Car c'est bien l'animation d'un collectif par ses propres membres qui l'a amené à se construire, s'organiser et s'engager autour de ce projet.

aller le chercher sur les facultés d'action, de projet. Il faut discuter ensemble pour faire ensemble, mettre en place des processus pour réfléchir, dialoguer, inventer. C'est selon lui la richesse que nous apporte la pédagogie du MRJC : d'abord, nous apprendre à nous sentir responsables de la société dans laquelle nous vivons, et d'autre part aller chercher les gens, notamment avec la méthode de **l'interpellation**. En effet, au MRJC nous n'arrivons pas en responsabilité par simple envie individuelle. C'est le collectif qui nous propose cette responsabilité et nous témoigne les raisons qui l'ont poussé à penser à nous, afin de nous donner confiance en notre légitimité et notre capacité à faire. Pour Denis, une liste aux élections municipales doit se construire de la même manière : pour permettre que le Conseil municipal soit un espace mixte,

où on fait ensemble avec des personnes qui ne nous ressemblent pas toutes et qui n'ont pas toutes la même opinion politique, il faut aller chercher les gens directement. « Je vais chez l'agriculteur du village que tout le monde connaît, mais quand il ouvre la porte, je lui dis que ce n'est pas lui que je viens chercher, mais son épouse ».

Quand on regarde l'histoire des services publics, on se rend compte que de nombreux services qui existent aujourd'hui et qui ont été mis en place par l'Etat viennent à l'origine d'initiatives citoyennes. La JAC et le MRJC ont, par leur action, lancé des initiatives qui ont fini par s'émanciper et par être reprises ou soutenues par l'Etat : formation agricole, Mouvement Familial Rural qui a donné les Maisons Familiales Rurales et l'ADMR... Il s'agit de se rappeler de cette force de

Pour aller plus loin

voir le livre **L'Etat contre les associations** d'Antonio Delfini et Julien Talpin

l'éducation populaire, que de répondre à des manques de l'Etat, pas seulement pour pallier les insuffisances des services publics mais aussi pour créer une société où l'intérêt général est la préoccupation de chacun·e et pas seulement des élu·es.

Nous refusons d'être simples consommateur·ices de la démocratie, du vivre-ensemble ou encore de la culture, le MRJC nous a appris à être acteur·ices du monde que nous voulons voir advenir, de prendre notre part pour transformer la société.



C'est la raison pour laquelle nous défendons le rôle de corps intermédiaires des associations. Les attaques répétées que subissent les associations depuis plusieurs années nous inquiètent en ce qu'elles participent à effacer le rôle central des associations dans la démocratie française. Quand on entend des propos tels que « elles sont financées par de l'argent public ! » dans le cadre d'une critique faites à des associations pour leur projet politique visant à la transformation sociale et remettant en question le système politique et économique, cela nous alarme. En effet, c'est le signe d'une progression d'un cadre de pensée autoritaire qui vient asséner que toute association qui touche de l'argent public ne peut critiquer « la

main qui la nourrit ». Il s'agirait pourtant de rappeler que :

1) l'argent public vient des impôts des citoyen·nes et non des poches personnelles de élu·es de la République et

2) les associations assurent trop souvent les missions abandonnées par l'Etat, que ce soit fait de manière officielle (délégation de service public) ou officieuse.

Nous revendiquons donc plus que jamais l'engagement dans le milieu associatif et dans le champ de l'éducation populaire, mais sans les dépolitiser. Il est de notre devoir moral de faire tenir les dernières digues que l'extrême-droite n'a pas encore emporté dans son sillon.

Rendre les personnes acteur·ices

L'action du MRJC est faite par et pour les jeunes, il était donc essentiel de rendre les festivalier·es acteur·ices de leur festival. Les temps d'atelier ont permis une participation de tous et toutes, tant sur du concret que sur la participation au débat et à la parole du Mouvement. La programmation et les animations ont également été pensées de sorte à inviter les participant·es à être acteur·ices des Grandes Rurales. Cela s'est fait sur le temps long par la construction des chars pour le carnaval, l'exposition des diagnostics de territoire, mais aussi pendant l'évènement pour les plus de 160 bénévoles qui ont œuvré pour le bon déroulement des grandes rurales durant les 4 jours.



« Nous refusons d'être simples consommateur·ices de la démocratie, du vivre-ensemble ou encore de la culture, le MRJC nous a appris à être acteur·ices du monde que nous voulons voir advenir, de prendre notre part pour transformer la société. »



Pour conclure

Tout au long des Grandes Rurales, une tension nous a obsédés : comment fait-on territoire à partir de la réalité de ce qu'est un territoire ? Comment allons-nous vers une forme de commun et de solidarité absolue dans la condition territoriale qui nous est faite ? Comment construisons-nous le vivre-ensemble indépendamment de nos opinions politiques, tout en ne lâchant rien sur la bataille politique à l'œuvre pour résister à l'extrême-droite ? La façon que nous aurons de refaire ce qui existait et d'inventer de nouvelles choses qui n'ont jamais été faites, c'est à cet endroit-là que se jouera notre militantisme.

La reconstruction prendra du temps, car la légitimité acquise par l'extrême droite dans de nombreux territoires s'est elle-même installée sur la durée. Y répondre suppose de réinvestir les lieux de sociabilité — clubs de sport, associations, espaces du quotidien — avec d'autres valeurs, en acceptant que cela ne se fera ni vite ni sans inconfort. Cela implique aussi d'assumer une part de conflictualité dans nos relations, ce qui reste difficile, autant par nos habitudes que par nos façons de sociabiliser. Il faut reconnaître qu'on ne peut pas être en lutte en permanence : se ménager des moments de fête entre proches est nécessaire, sans renoncer pour autant à participer au boudin, au loto ou à d'autres événements locaux. Mais il faut garder à l'esprit que, sans un minimum de confrontation, rien ne changera — chacun·e doit simplement mesurer jusqu'où iel est prêt à aller dans cette conflictualité.

Nous vous proposons de terminer cette brochure avec le discours de clôture des Grandes Rurales, qui porte notre intention pour la société :

Ce qu'on a voulu faire vivre

Quand on a choisi de discuter pendant 3 jours de la fête au village, nous n'avions pas dans l'idée de parler d'une fête au village idéale, dans un monde idéal, où un barbecue, de la bonne musique et une buvette qui tourne bien seraient la solution à tous les maux de la société, l'espace magique où tout le monde s'accorderait, s'entendrait. Nous affirmions dès le début de la construction du programme que **la fête et la convivialité ne résoudront pas les fractures profondes qui divisent les gens**, en rural comme ailleurs, nous ne pouvons pas nous permettre cette naïveté dans le contexte politique actuel.

En revanche, nous défendons l'idée qu'il s'agit du préalable nécessaire. Désirer le vivre-ensemble, ou même plus, l'agir ensemble, sans passer d'abord par la convivialité, cela nous semble mener nulle part. Nous allons avoir besoin de la fête au village pour pouvoir rêver de plus.

Ce qu'on a entendu et compris

Cette intuition nous a été confirmée au cours de ces jours de festival, au gré des interventions. Nous avons d'une part entendu que

pour qu'une vie de village fonctionne, pour que la démocratie locale fonctionne (car c'est notre préoccupation), il faut faire avec les gens qui sont là. Même quand cela nous est inconfortable. Comme l'a dit Benoit Feunteun : « une fête réussie, c'est celle qui réunit des punks et des beaufs ».

Dans un même temps, nous avons aussi tenté de nous rendre plus tranquilles avec l'idée que nous n'aurons jamais « tout le monde » à la fête, malgré tous nos efforts de mobilisation, de communication... Cela ne doit pas nous empêcher d'avoir une **posture réflexive sur ce qu'on propose, à qui**, en prenant en compte qui et quoi, et comment nous sommes identifiés-es.

D'autre part, les intervenant·es et participant·es nous ont beaucoup renvoyé à la richesse de **l'interpellation**. Nous retenons que l'engagement ne naît pas d'un mail envoyé à une mailing list très large, avec un appel à candidatures ou à s'investir, il naît de la confiance qu'on donne aux gens, en s'adressant à elles et eux directement. C'est comme cela que quelqu'un se sent le courage de venir tenir la buvette... ou de s'engager au conseil Municipal. Citons encore une fois Benoit Feunteun, « **prenez du plaisir à embobiner les gens, parce que les gens bien embobinés prennent aussi du plaisir** ».



Ce que cela dit de nous, vers où cela nous emmène

Les Grandes Rurales étaient à l'image de tout cela : on a rassemblé plus largement que nos cercles, et en même temps on s'est retrouvé **entre « nous »**, nous présent·es et ancien·nes du MRJC, réseau proche, personnes qui partageons des valeurs communes. Hier, peut-être que parmi les habitant·es qui ont osé nous suivre du carnaval jusqu'au foirail, certains ont vu un drag show en live pour la première fois, et dans un même temps, certains participant·es du festival sont venus nous dire le bien que cela faisait de souffler un peu, le plaisir des retrouvailles, d'être « entre nous » pour faire la fête et discuter politique en profondeur.

Alors ? Tout cela s'emmêle. Que fait-on de cette tension entre l'envie d'être entre nous, mais d'être ouverts, d'aller à l'extérieur, mais la peur de se confronter parfois, au sein même de cette ouverture, aux idées d'extrême-droite, à des propos et des comportements qui parfois nous heurtent, et à juste titre car ils blessent d'autres personnes. Et même sans aller jusque-là, **comment gère-t-on l'inconfort ?**

Nous n'avons pas de réponse toute faite à donner à cette question, mais quelques éléments de réflexion. D'abord, rappelons-nous que l'entre-soi, et surtout **l'envie d'entre-soi, n'a rien d'une faute, tant que cela ne devient pas notre horizon à atteindre**. Cela fait du bien, on en a besoin. Mais à une **condition** : que ce soit pour recharger ses batteries, faire le plein d'énergie, de courage, de militance, pour ensuite aller vers le monde.

Parce que ce monde, on s'en sent responsables. C'est ce que le MRJC nous a appris, c'est écrit dans notre projet éducatif « Nous cherchons à développer nos potentialités d'être pleinement responsables, d'accompagner des groupes, d'imaginer des contre-pouvoirs et d'agir dans tous les espaces de la société ». Nous assumons de nos 13 à nos 30 ans d'être en non-mixité d'âge, parce qu'il y a une richesse immense là-dedans. Mais ce n'est pas pour ensuite chercher uniquement d'autres espaces où être avec des personnes qui nous ressembleraient. **C'est pour nous préparer à aller agiter d'autres lieux en rural.**

Peut-être qu'après ces quelques jours à parler de mandats d'élus locaux, certaines personnes dans cette salle se questionnent pour les élections

municipales de 2026. Si c'est le cas, c'est fantastique, c'est tout ce dont nous pouvions rêver. Et si ce n'est pas le cas, il n'y a pas que les conseils municipaux dans la vie. **Investissons les associations, redonnons du souffle aux syndicats, renouvelons les comités des fêtes, secouons les paroisses...**

La fameuse « **culture de l'engagement** » que nous a transmise le MRJC, nous avons besoin de la mettre en pratique aujourd'hui plus que jamais. Nous ne pouvons ignorer les signaux alarmants du contexte politique dans lequel nous évoluons. Nous ne sommes peut-être pas une foule immense, mais chacun et chacune d'entre nous, dans chacun de ces espaces, ça ressemble fort à un plan pour changer le monde. Et c'est réjouissant. **Ça donne envie de faire la fête.**





MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE



01.48.10.38.30



2, rue de la Paix, 93500 PANTIN



www.mrjc.org



mrjc@mrjc.org



MRJC Jeunes Ruraux



[mrjcjeunesruraux](https://www.instagram.com/mrjcjeunesruraux)